

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

## CANADA

### MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ministère des Finances, *Le crédit d'impôt pour personnes handicapées : Rapport d'évaluation*, 4 novembre 2004, environ 22 pages.

[http://www.fin.gc.ca/taxexp/2004/taxexp04\\_4f.html#Le%20crédit%20d'impôt](http://www.fin.gc.ca/taxexp/2004/taxexp04_4f.html#Le%20crédit%20d'impôt)

#### **Évaluation du crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) : une mesure essentielle pour assurer l'équité du système fiscal.**

■ La présente évaluation a pour objet de déterminer si le CIPH permet de respecter l'intention de principe, qui consiste à contribuer à l'équité fiscale pour les personnes handicapées. L'évaluation révèle que : (1) le CIPH accroît l'équité fiscale pour plus de 400 000 Canadiens ayant des déficiences graves et prolongées, de même que pour les familles qui subviennent à leurs besoins. Même si d'autres mesures fiscales permettent d'aider les personnes handicapées, seul le CIPH tient compte des dépenses journalières additionnelles qui réduisent leur capacité de payer de l'impôt; (2) une comparaison globale donne à croire que le CIPH rejoint sa population cible - les Canadiens ayant des déficiences graves et prolongées; (3) il faudra obtenir de meilleurs renseignements afin de déterminer si le montant en dollars du CIPH est fixé au niveau qui convient. On travaille actuellement à mettre au point de meilleures données relatives aux dépenses journalières additionnelles engagées par les personnes handicapées.

Ministère des Finances, *Fiscalité et efficacité économique : Résultats d'un modèle d'équilibre général*, 4 novembre 2004, 12 pages.

[http://www.fin.gc.ca/taxexp/2004/taxexp04\\_4f.html#Fiscalité](http://www.fin.gc.ca/taxexp/2004/taxexp04_4f.html#Fiscalité)

#### **Étude portant sur le coût économique à long terme engendré par les principaux prélèvements fiscaux au Canada.**

■ Les impôts et les taxes entraînent des coûts inévitables pour l'économie à cause de leurs effets sur les incitations à travailler, à épargner et à investir, et sur la capacité d'une nation d'attirer et de conserver des travailleurs spécialisés, des entrepreneurs et des investissements. Ces répercussions sur l'efficacité économique diffèrent selon le type d'impôt ou de taxe. Cette étude porte sur l'efficacité du régime fiscal et de ses diverses composantes. Elle estime les coûts économiques comparatifs à long terme attribuables aux principaux impôts et taxes en vigueur au Canada selon des simulations effectuées à l'aide d'un modèle de l'économie canadienne. Les estimations des coûts économiques traduisent les effets de la fiscalité sur les comportements. Par exemple, l'imposition du revenu salarial fait que les gens travaillent moins qu'ils ne le feraient si ce revenu n'était pas imposé.

De même, l'imposition du revenu de placements fait que les gens investissent moins qu'ils ne le feraient en l'absence de cette mesure. La principale conclusion de cette analyse est que, dans le contexte canadien actuel, l'imposition de l'épargne et de l'investissement entraîne des coûts économiques plus élevés que l'imposition des salaires et des dépenses de consommation. Cela découle de l'impact, sur la productivité et les salaires, des effets d'accumulation du capital qui surviennent en réaction aux modifications touchant les impôts sur l'épargne et l'investissement.

---

## ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES FISCALES (ACEF)/CANADIAN TAX FOUNDATION (CTF)

Lalit Aggarwal, Jack Mintz, « Income Trusts and Shareholder Taxation: Getting It Right », *Canadian Tax Journal*, (2004), vol. 52, n° 3, 27 pages.

<http://www.ctf.ca/pdf/04ctjpdf/04ctj3-mintz.pdf>

**Une étude qui évalue l'avantage fiscal des fiducies de revenus par rapport aux sociétés, et qui propose des solutions pour rétablir la neutralité du système fiscal. Premier d'une série de trois articles sur les fiducies de revenus, dans le même numéro de la Revue.**

- The income trust sector, which has grown rapidly over the past three years, offers investors opportunities to finance investments on a more tax-efficient basis than conventional equity instruments. This paper, which updates a version prepared in 2003 for the Capital Markets Institute at the University of Toronto, provides a new estimate of the tax benefits to investors resulting from the income trust financing of corporations. Although many assumptions must be made to derive the estimates, the authors' best guess estimate is that the federal and provincial tax benefits are in the order of \$400 million to \$600 million for 2004. The effect of income trust arrangements is to improve Canada's capital stock by \$9 billion, although the benefits tend to accrue to businesses with low growth prospects and stable income. The tax policy implications are clear: the federal and provincial governments should create a level playing field to ensure that the tax system does not influence the investor's choice of business financing. The dividend tax credit for high-taxed corporate income should be increased to eliminate the discrimination against dividend-paying stocks.

---

## CANADIAN CENTER FOR POLICY ALTERNATIVE (CCPA)

National Office of CCPA, « Alternative Federal Budget 2005 : Fiscal and Economic Update », 10 novembre 2004, 9 pages.

[http://www.policyalternatives.ca/documents/National\\_Office\\_Pubs/afb2005\\_efu.pdf](http://www.policyalternatives.ca/documents/National_Office_Pubs/afb2005_efu.pdf)

**Cet organisme prévoit des surplus budgétaires fédéraux de 24 milliards pour les trois prochaines années, et évalue différentes possibilités d'utilisation de ces surplus.**

- The Alternative Federal Budget is prepared each year by a coalition of community, labour, environmental and social advocacy organizations, coordinated by the Canadian Centre for Policy Alternatives. The 2005 Alternative Federal Budget will be released by the project in February 2005, about the same time as the next federal budget. This statement represents the current thinking of AFB participants regarding the current fiscal situation faced by the federal government, and outlines the broad policy options which will shape the coming budget-making process.

## INSTITUT C.D. HOWE

Jack M. Mintz et Finn Poschmann, « Follow the Cash: Changing Equalization to Promote Sound Budgeting and Prosperity », *Backgrounders*, #85, octobre 2004, 14 pages.

[http://www.cdhowe.org/pdf/backgrounder\\_85.pdf](http://www.cdhowe.org/pdf/backgrounder_85.pdf)

### **Le système de péréquation : une mesure de la capacité fiscale basée sur les liquidités serait plus équitable et incitative.**

■ The provincial fiscal equalization program is in the midst of change. Equalizing provincial fiscal capacity is the program's goal. We believe that the present system is an imperfect measure of fiscal capacity, and that it creates incentives to make poor choices about tax rates, spending and debt. A cash flow standard, on the other hand, would be a fairer measure of spending capacity, and one which displays better time consistency both in public finance terms and when political imperatives come into play. Not only that, cash-flow equalization could be introduced in a relatively simple manner that did not depart in direction from the politically established flow of benefits under the equalization program. While it would at times change the magnitude of some provinces' benefits, it would impart better fiscal management incentives and more robust growth for everyone.

---

## INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Paul Daniel Muller, « La réforme de l'aide sociale », *Le Point*, 5 octobre 2004, 2 pages.

<http://www.iedm.org/lepoint1.pdf>

### **La réforme de l'aide sociale est-elle efficace afin d'inciter les gens à travailler?**

■ La réforme en cours modifie le programme d'aide sociale, notamment dans le but de valoriser le travail et d'inciter les prestataires à accroître leur effort de travail. Pour ce faire, le travail rémunéré doit devenir plus payant que l'alternative consistant à recevoir un chèque tout en disposant de son temps autrement. Or, à mesure qu'un prestataire accroît ses revenus de travail, il commence à cotiser au RRQ et à l'assurance-emploi. Et surtout, pour chaque dollar additionnel gagné et déclaré, il voit son chèque d'aide sociale réduit presque dollar pour dollar. On appelle ce taux de taxation global (cotisations + récupération des prestations) le taux marginal implicite de taxation (TmIT). En règle générale, plus le revenu du travail est taxé, moins les gens sont incités à travailler; et quand ils travaillent, plus ils sont incités à ne pas déclarer leurs revenus. Pour réduire le TmIT de façon significative, il faut qu'une augmentation du revenu de travail se traduise par un accroissement sensible du revenu disponible. L'auteur conclut qu'en dépit des mesures annoncées et de la diminution consécutive du TmIT de plus de dix points (de 93,2% à 81,8%), le programme d'aide sociale continue de créer une trappe de pauvreté pour les prestataires qui accroissent leur revenu de travail et qui déclarent ce revenu.

---

Maxime Bernier, « L'impôt à taux unique : pour un régime fiscal plus équitable et efficace », *Notes économiques*, novembre 2004, 4 pages.

[http://www.iedm.org/etudes/nov04\\_fr.pdf](http://www.iedm.org/etudes/nov04_fr.pdf)

### **Selon l'auteur, l'impôt à taux unique serait préférable, tant sur le plan économique que sur le plan de la solidarité sociale.**

● Il existe un mythe selon lequel notre système d'impôt sur le revenu des particuliers à taux marginaux progressifs respecterait les valeurs d'équité, de justice et de « solidarité sociale ». Selon les adeptes de ce système, le taux d'imposition devrait évoluer en fonction du revenu de façon à « égaliser les sacrifices » que doivent faire les citoyens. Or, il est possible d'être solidaire sur le plan fiscal sans que cela passe par une progressivité des taux d'imposition. La solidarité sociale peut très bien être financée grâce à un système d'imposition à taux unique dans lequel, il ne faut pas l'oublier, les individus à revenus élevés continuent de payer plus d'impôts en termes absolus.

---

Norma Kozhaya, « Que doit-on faire des excédents budgétaires fédéraux? », *Le Point*, 24 novembre 2004, 2 pages.

<http://www.iedm.org/lepoint4.htm>

### **L'Institut économique est en faveur d'une réduction des impôts.**

● Le ministre canadien des Finances Ralph Goodale annonçait la semaine dernière que l'excédent budgétaire fédéral pour 2004-2005, que le gouvernement prévoyait être de 4 milliards de dollars, atteindra 9 milliards, soit le même montant que l'année précédente. Le ministre prévoit affecter une partie de ce montant au remboursement de la dette et le reste à de nouvelles dépenses, comme le réclament de nombreux groupes de pression. L'Institut économique de Montréal (IEDM) rappelle pour sa part qu'une baisse des impôts comporterait des avantages beaucoup plus significatifs pour l'économie canadienne.

---

## **INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)**

Ross Finnie, Alex Usher et Hans Vossensteyn, « Meeting the Need: A New Architecture for Canada's Student Financial Aid System », *Policy Matters*, vol. 5, n° 7, août 2004, 48 pages.

<http://www.irpp.org/pm/archive/pmvol5no7.pdf>

### **Cette étude recommande une réforme du système canadien d'aide financière afin de mieux cibler les besoins réels des étudiants.**

■ Le système canadien d'aide financière aux étudiants devrait faire en sorte que tout Canadien possédant les aptitudes requises dispose des ressources nécessaires pour pouvoir poursuivre des études post-secondaires sans que cela n'entraîne des difficultés indues. Or, bien que le système actuel présente de nombreux avantages, il est néanmoins très complexe et n'accomplit pas son objectif aussi bien qu'il le pourrait. Dans cette étude, Ross Finnie, Alex Usher et Hans Vossensteyn recommandent une réforme du système et proposent une nouvelle « architecture » de l'aide financière aux étudiants. Ils soulignent les principales défaillances du système actuel qui ne fournit pas, selon eux, assez d'argent aux étudiants qui en ont besoin tandis qu'il en subventionne d'autres qui pourraient se passer de cette aide. Le système suggéré se distingue du régime actuel dans lequel les prêts et bourses sont assujettis à des plafonds arbitraires qui s'avèrent souvent inférieurs aux besoins des étudiants. Les auteurs suggèrent qu'une tranche initiale de 5 000 dollars par année soit accordée sous forme de prêt et le reste sous forme de bourse. En outre, ils recommandent de mettre en place un mécanisme supplémentaire pour venir en aide aux étudiants dont les parents n'auraient pas fait la contribution attendue ou qui seraient incapables d'assumer leur propre part des frais. Enfin, une aide supplémentaire serait offerte à ceux qui font face à un fardeau d'endettement excessif après avoir terminé leur scolarité, aide qui serait établie en fonction de leur rapport dette/revenu, une forme d'aide qui existe déjà mais qui gagnerait à être améliorée et bonifiée. Comme solution alternative, ils proposent de mettre en place un mécanisme de remboursement où les versements seraient fonction de la capacité de remboursement de l'individu. Le financement du système suggéré pourrait être effectué en réduisant ou éliminant certains programmes actuels.

---

## **ÉTATS-UNIS**

### **INTERNAL REVENUE SERVICES (IRS)**

James Alm, Betty Jackson and Michael McKee, *Audit Information Dissemination, Taxpayer Communication, and Compliance: An Experimental Approach*, conférence présentée au 2004 IRS Research Conference, juin 2004, 25 pages, (document de travail).

<http://www.irs.gov/pub/irs-soi/alm3-1.pdf>

**Selon cette expérience, la communication indirecte ou informelle du risque d'une vérification de la déclaration de revenus par le gouvernement a un impact plus important sur le contribuable qu'un avis formel.**

● Taxpayer audits are a central feature of the voluntary compliance system in the United States federal individual income tax. Audits are thought to have a direct deterrent effect on the individuals actually audited. In addition, audits are believed to have an indirect deterrent effect on individuals not audited, and there is some empirical evidence that suggests that changes in audit rates affect compliance beyond the audited individuals themselves. However, empirical studies cannot measure or control for taxpayer awareness of audit risk. As a result, there is no evidence on the magnitude of the effects of audit risk awareness on taxpayer compliance; that is, the effects on compliance of the ways in which taxpayers learn about – and communicate among themselves – audit rates are not known, and cannot be addressed or discovered by empirical studies. In this study, we examine three types of communication about audit frequency and audit results using laboratory market experiments in which the audit setting and communication opportunities are controlled. In all experimental treatments, subjects are informed of the objective probability that their return will be audited and the success rate of the audit process. In the base case sessions, the subjects receive no information about audit results beyond their own audit experience. In a second treatment the same objective audit rates are in effect, and subjects are also told by the experimenter the actual number of audits conducted during a period. In the third treatment the subjects are offered the opportunity to send a “message” to the other participants about their audit experience; subjects may also choose to send no message; and subjects may choose to send a message that is truthful or not. The data allow us to test hypotheses about the effects of two types of communication of audit results, in order to explore the direct and the indirect effects of audits: “official” communications from the “government” (e.g., the experimenter) and “unofficial”, or informal, communications among “taxpayers” (e.g., the subjects). Our results indicate that “unofficial” communications have a strong indirect effect that increases compliance, but that “official” communications may not encourage voluntary compliance.

---

Medhi Hussain, *Tax Credits: the UK perspective*, conférence présentée au 2004 IRS Research Conference, juin 2004, (résumé) 4 pages.

<http://www.irs.gov/pub/irs-soi/sumhu2-3.pdf>

**L'auteur fait l'historique des mesures fiscales d'aide au travail pour les familles introduites en Grande-Bretagne durant les 30 dernières années, et évalue l'efficacité du Working Families' Tax Credit.**

■ Inland Revenue launched a comprehensive programme of economic and statistical analysis and research, as well as social research to seek to evaluate Working Families' Tax Credit (WFTC). This work is near completion, with many pieces of research having been published. The evaluation programme sought to answer questions such as how effective WFTC had been on making work pay and reducing in-work and child poverty, as well as how it was perceived by claimants and employers. In terms of making work pay, the focus has been on whether the unemployment and poverty traps have been reduced. Internal analysis as well as external research showed that WFTC (taken in conjunction with other reforms of the tax and benefit system and the introduction of a National Minimum Wage) did help make work pay.

---

Michael Strudler, Tom Petska and Ryan Petska, *Further analysis of the distribution of income and taxes, 1979-2002*, conférence présentée au 2004 IRS American Statistical Association Conference, novembre 2004, 10 pages.

<http://www.irs.gov/pub/irs-soi/04asastr.pdf>

**Cette étude souligne les changements observés entre 1979 et 2002 relativement à la répartition du revenu et du fardeau fiscal parmi les contribuables.**

■ This paper is the sixth in a series examining trends in the distribution of individual incomes and tax burdens based on a consistent and comprehensive measure of income derived from individual income tax returns. In the previous papers, we demonstrated that the shares of income accounted for by the highest income-size classes clearly have increased over time, and we also demonstrated the superiority of our comprehensive and consistent income measure, the 1979 Retrospective Income

Concept, particularly in periods of tax reform. In this paper, we continue the analysis of individual income and tax distributions, adding for 3 years (1979, 1989, and 1999) Social Security and Medicare taxes to this analysis and using panel data. The paper has three sections. In the first section, we briefly summarize this measure of individual income derived as a “retrospective concept” from individual income tax returns. In the second section, we present the results of our analysis of time series data. We conclude with an examination of Gini coefficients computed from these data.

---

## NATIONAL TAX JOURNAL

Leonard E. Burman, William G. Gale, Matthew Hall, Peter R. Orszag, « Distributional Effects of Defined Contribution Plans and Individual Retirement Arrangements », *57 National Tax Journal* 671-701 (septembre 2004).

<http://ntj.tax.org>

### **Les incitatifs fiscaux à l'épargne-retraite favorisent surtout les 20 % de familles les plus riches.**

● This paper incorporates retirement saving incentives into the Tax Policy Center microsimulation model and analyzes the distributional effects of current tax preferences for saving. As a share of income, tax-preferred saving incentives provide the largest benefits to households with income between \$75,000 and \$500,000, roughly the 80th to 99th percentile of the income distribution. In 2004, the top 20 percent of tax filing units by income will receive 70 percent of the tax benefits from new contributions to defined contribution plans and almost 60 percent of IRA tax benefits.

---

## CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES

M. Mazerov, « Proposed “Business Activity Tax Nexus” Legislation Would Seriously Undermine State Taxes on Corporate Profits and Harm the Economy », 4 octobre 2004, 15 pages.

<http://www.cbpp.org/9-14-04sfp.pdf>

### **Un projet de loi fédéral qui vise à restreindre l'assiette fiscale des États et des villes aurait des conséquences désastreuses pour les gouvernements locaux et créerait des injustices entre les corporations.**

■ H.R. 3220, the “Business Activity Tax Simplification Act of 2003” would take away from states the authority they currently have to tax a fair share of the profits of many out-of-state corporations. H.R. 3220 defines many activities commonly conducted by corporations within a state as being no longer sufficient to obligate the corporation to pay several different kinds of taxes to the state (or to its local governments). Moreover, these “safe harbors” from taxation are defined in a highly arbitrary and inconsistent manner. These new restrictions on state and local taxing authority would have far-reaching, adverse impacts on the revenue-generating capacity and fairness of state and local tax systems. The legislation would cause state and local governments collectively to lose substantial tax payments from out-of-state corporations. A significant share of currently-taxable corporate profits would go untaxed by any state, leading to a net revenue loss for the states as a whole. Moreover, H.R. 3220 would reward major multistate corporations that have the resources to engage in aggressive tax-avoidance behavior with much lower tax burdens than their small, locally-oriented competitors. The author concludes that a congressionally imposed BAT nexus threshold even loosely based on the current text of H.R. 3220 would be a prescription for further litigation, inequity among businesses, and erosion of a vital source of funding for state and local services. He also suggests that workable and fair alternatives to H.R. 3220 are available.



---

## THE BROOKINGS INSTITUTION

Robert Tannenwald, « Are State and Local Revenue Systems Becoming Obsolete », octobre 2004, 52 pages.

[http://www.brookings.edu/metro/pubs/20041022\\_tannenwald.pdf](http://www.brookings.edu/metro/pubs/20041022_tannenwald.pdf)

### **L'effet des changements récents dans les modes de production et de consommation sur les revenus fiscaux des gouvernements locaux.**

■ Over the past two years, reports of declining or stagnant state revenues, spending cuts jeopardizing state and local programs, and compensating increases in local taxes have been widespread. In simple terms, we are changing what and how we produce and consume. As a result, state and local revenue systems are becoming increasingly "out of sync" with the economy's changing structure. The economic stocks and flows that these systems are designed to "meter" comprise a shrinking fraction of the nation's wealth and economic activity. According to some, this mismatch is so pervasive and persistent that it threatens to make current state and local tax systems obsolete. This paper discusses the impact on state and local revenues of four trends: the shift in the nation's mix of production and consumption from goods to services; the growing importance of intangible assets in generating output; the proliferation of electronic commerce; and the intensification of interjurisdictional competition. The paper argues that, while the shift in the mix of consumption has significantly eroded revenue productivity, the impact of the shift in the mix of production has been less clear. It also makes the case that economists and policymakers alike have underestimated the threat posed by the expanding role of intangible assets—i.e., the growth of the "knowledge-based" economy. Finally, the paper discusses the uncertain effect of changes in commerce—specifically the tremendous rise in electronic sales—on local sales tax revenue. All the while, the author notes, competition among jurisdictions continues to intensify, further undermining local revenue systems.

---

## TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE/BROOKINGS INSTITUTION)

William G. Gale , Peter Orszag, « Economic Effects of Making the 2001 and 2003 Tax Cuts Permanent », 15 octobre 2004, 58 pages.

[http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/311088\\_TPC\\_DP17.pdf](http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/311088_TPC_DP17.pdf)

### **Une étude complète sur les conséquences de rendre permanentes les réductions d'impôt de 2001 et 2003.**

● All of the provisions of the landmark tax cuts enacted in 2001 and 2003 are scheduled to expire by the end of 2010. This paper analyzes the economic effects of making the tax cuts permanent. We describe the recent tax cuts and the proposals to make them permanent, and explore the consequences of making the tax cuts permanent with regard to the fiscal status of the government, the distribution of after-tax income, and prospects for long-term economic growth.

---

William G. Gale , Peter Orszag, « Bush Administration Tax Policy », *Tax Break*.

**Une série d'articles sur la politique fiscale de l'administration Bush et ses conséquences. Nous vous avons présenté les trois premiers articles de cette série dans le dernier numéro du Bulletin, voici maintenant les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup>, qui complètent la série.**

Pour la liste complète de la série : <http://www.taxpolicycenter.org/publications/template.cfm?Listpubs=true&TypeID=302>

# 4 : « Bush Administration Tax Policy: Effects on Long-Term Growth », 18 octobre 2004.

[http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000698\\_Tax\\_Break\\_10-18-04.pdf](http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000698_Tax_Break_10-18-04.pdf)

● Tax policy can raise growth in the long run increasing the level and improving the allocation of labor and capital inputs. The net effect of the recent tax cuts on growth is theoretically uncertain and is the net effect of (a) the generally positive effects induced by lower marginal tax rates, (b) the negative effects induced by higher budget deficits. Several studies have quantified the various effects noted above in different ways and used different models, yet all have come to the same conclusion: Making the tax cuts permanent is likely to reduce, not increase, national income in the long term unless the reduction in revenues is matched by an equal reduction in unproductive government consumption expenditures. Even in that case, a positive impact on long-term growth occurs only if the spending cuts occur contemporaneously, which has decidedly not occurred, or if models with implausible features are employed.

#5 : « Bush Administration Tax Policy: Short-Term Stimulus », 1<sup>er</sup> novembre 2004.

[http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000700\\_Tax\\_Break\\_11-01-04.pdf](http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000700_Tax_Break_11-01-04.pdf)

● This paper examines the effects of recent tax cuts as a short-term economic stimulus. The passage of the tax cuts was well-timed to offset economic downturns, but several elements of the structure of the tax cuts were poorly designed to provide short-term stimulus. For example, the tax cuts were predominantly back-loaded and did not channel funds toward groups with the highest marginal propensity to consume additional resources. Many provisions were intended to stimulate saving, not consumption. As a result, the tax cuts had at best a small "bang for the buck" relative to other options. An alternative package one containing significant state fiscal relief and tax cuts targeted at low-income households could have provided more stimulus with lower budgetary costs. The tax cuts played a relatively minor role in the economic recovery, compared to monetary policy and other factors.

#6 : « Bush Administration Tax Policy: Down Payment on Tax Reform? », 8 novembre 2004.

[http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000702\\_Tax\\_Break\\_11-08-04.pdf](http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000702_Tax_Break_11-08-04.pdf)

● Bush Administration tax policy has sometimes been defended as a piecemeal approach to fundamental reform. Consistent with fundamental reform, the tax cuts reduced marginal capital income tax rates and flattened rates. But the similarities end there. A well designed consumption tax would (a) be revenue-neutral; (b) broaden the base; (c) tax existing capital—that is, not provide transition relief; and (d) treat interest income and expense in a consistent manner. The recent tax cuts have none of these features and in many cases have the opposite effects. The result is the worst of both worlds: lower growth, increased shelters, and increased regressivity.

#7 : « Bush Administration Tax Policy: Starving the Beast? », 15 novembre 2004.

[http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000705\\_Tax\\_Break\\_11-15-04.pdf](http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000705_Tax_Break_11-15-04.pdf)

● This paper examines links between the Bush Administration's tax cuts and the goal of "starving the beast"—that is, holding down government spending. It is at best unclear whether tax cuts are effective in restraining spending. The data appear more consistent with the view that once fiscal discipline erodes on one side of the budget, it tends to erode on the other side, too. Moreover, aiming to reduce spending does not justify regressive tax cuts, since most spending cuts would be regressive. Even if "starving the beast" justified the original 2001 tax cuts, the strategy does not justify making the tax cuts permanent because the government will face future budget deficits even without extending the tax cuts.

#8 : « Bush Administration Tax Policy: Summary and Outlook », 29 novembre 2004.

[http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000708\\_Tax\\_Break\\_11-29-04.pdf](http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000708_Tax_Break_11-29-04.pdf)

● This is the eighth and final installment in a series that evaluates tax policy in the Bush Administration, covering the years 2001 to 2004. The paper summarizes our principal findings, and discusses some of the key tax and fiscal issues facing the Administration in its second term.



---

---

## FRANCE

---

---

### ASSEMBLÉE NATIONALE

Mme Bernadette PAÏX et autres, Projet de loi enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 22 septembre 2004, « Proposition de loi visant à mettre en place des mesures fiscales en faveur de l'environnement », 1 page.

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/propositions/pion1817.asp>

#### **Un projet de loi propose des incitatifs fiscaux à la protection environnementale.**

■ Les seules mesures de faveur existant en matière d'environnement sont principalement de deux sortes. D'une part, l'amortissement exceptionnel sur douze mois, qui concerne les matériels destinés à économiser l'énergie, les installations anti-pollution, anti-bruit et les véhicules non polluants. D'autre part, l'allégement de taxe professionnelle qui concerne les mêmes types d'investissements. Cependant force est de constater que, bien que le principe d'un amortissement exceptionnel soit très incitatif, ces deux mesures n'interviennent qu'a posteriori et elles ne visent que des installations très spécifiques. À l'heure où le Gouvernement s'apprête à réexaminer l'ensemble de la fiscalité pesant sur les entreprises, l'objectif de cette proposition est de mettre en œuvre trois mesures fiscales. D'une part, il s'agit de mettre en place la constitution de provisions réglementées pour les investissements environnementaux, déductibles pour toutes les entreprises et s'appliquant à l'ensemble des travaux susceptibles d'être induits par une démarche de protection de l'environnement. D'autre part, est prévue la réduction de 50 % de la taxe générale sur les activités polluantes pour les entreprises qui sont certifiées ISO 14001 ou qui participent à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS). Enfin, afin d'enrayer le phénomène de « diésélisation » du parc automobile français, et face à la difficulté des très petites entreprises d'acheter des véhicules moins polluants, il pourrait être envisagé d'aider ces dernières, à travers l'attribution d'une prime.

---

---

## INTERNATIONAL

---

---

### ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE et Centre de politique et d'administration fiscale, « Tax Administration in OECD Countries: Comparative Information Series (2004) », OCDE, 29 octobre 2004, 70 pages.

<http://www.oecd.org/dataoecd/28/2/33866659.pdf>

#### **Il s'agit d'une première série d'études qui permet de comparer différents aspects des systèmes d'imposition des pays membres de l'OCDE.**

■ This information series, prepared by the Centre for Tax Policy and Administration, provides internationally comparative data on aspects of tax systems and their administration in OECD member countries. The primary purpose of the series is to provide information that will facilitate dialogue among members on tax administration issues, and which may also identify opportunities for members to improve the design and administration of their respective tax systems. This first series represents only a modest effort to commence a journey that will take some years to realize. It is intended that this information series be updated around every two years, and that it evolves to become the definitive source of comparative tax administration-related information for OECD countries.

---

OCDE, « Statistiques des recettes publiques 1965-2003 - Edition 2004 », OCDE, vol. 2004, n° 3, 2004, 301 pages.

[http://www.oecd.org/document/3/0,2340,fr\\_2649\\_37427\\_33822979\\_1\\_1\\_1\\_37427,00.html](http://www.oecd.org/document/3/0,2340,fr_2649_37427_33822979_1_1_1_37427,00.html)

**Cette étude permet de comparer le système d'imposition ainsi que les recettes fiscales des différents pays membres de l'OCDE de 1965 à 2003.**

■ Cette publication annuelle présente un cadre conceptuel dont le but est de définir les recettes publiques devant être assimilées à des impôts et de classer les différentes catégories d'impôts. Elle constitue également un ensemble unique de statistiques fiscales détaillées et comparables au niveau international, utilisant une présentation identique pour tous les pays de l'OCDE depuis 1965.

---

Kwang-Yeol Yoo et Alain de Serres, « Tax treatment of private pension savings in OECD countries and the net tax cost per unit of contribution to tax-favoured schemes », OCDE, 14 octobre 2004, 107 pages.

[http://www.oilis.oecd.org/oilis/2004doc.nsf/linkto/eco-wkp\(2004\)29](http://www.oilis.oecd.org/oilis/2004doc.nsf/linkto/eco-wkp(2004)29)

**Cette étude examine le traitement fiscal des pensions privées dans les pays de l'OCDE et le coût fiscal net par unité de contribution à un plan d'épargne retraite.**

● Cette étude présente pour l'ensemble des pays de l'OCDE, une estimation du coût fiscal net (e.g. dollar ou euro) de contribution à un plan d'épargne retraite à traitement fiscal favorable, à partir d'une méthode de valeur présente. Cette dernière prend en compte les pertes futures de recettes fiscales découlant de la non-taxation des revenus d'intérêt ainsi que des recettes encaissées au moment de la perception des bénéfices par les détenteurs du plan de retraite. Le coût fiscal net est calculé pour neuf groupe d'âge (de cinq ans chacun), disposant de niveaux de revenus et d'horizons d'investissement différents. Le coût par groupe d'âge est ensuite agrégé pour obtenir un coût moyen pour l'ensemble de la population. Les résultats indiquent que la valeur de l'incitatif fiscal varie de façon significative à travers les pays, passant de 40 cents par unité de contribution (République Tchèque) à près de zéro (Mexique, Nouvelle-Zélande). Plus de la moitié de pays de l'OCDE encourt un coût de plus de 20 cents, et pour la plupart, le coût s'élève à au moins 10 cents par unité de contribution. Sur la base des contributions totales réalisées en l'an 2000, cette étude estime que la valeur présente du coût budgétaire d'ensemble des pensions varie de 1.7 pour cent du PIB (Australie, Irlande, Royaume-Uni) à moins de 0.2 pour cent du PIB (Japon, République Slovaque).

---

**Équipe de rédaction du Bulletin de veille**

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Jacinthe Arès, Mélanie Boiteau, David Bourque, Urszula Chalupa, Stéphanie Côté, Rachid Fizazi, Mathieu Gélinas, Sophie Larochelle.